

International

LA SITUATION DES FEMMES RÉFUGIÉES ET MIGRANTES

Amandine Clavaud

29/09/2017

Lors du séminaire « Femmes, villes et territoires » qui s'est tenu à Naples le 29 et le 30 septembre 2017, Amandine Clavaud, chargée de mission au secteur international, responsable Europe, est intervenue dans l'atelier sur « les femmes réfugiées et migrantes ». Retrouvez son intervention.

La définition des termes « réfugié.e.s » et « migrant.e.s » a tout d'abord été rappelée au sein de cet atelier par l'ensemble des participant.e.s. En effet, le terme « réfugié.e.s » désigne les personnes fuyant la guerre et les conflits, qui peuvent prétendre au droit d'asile. Le mot « migrant.e.s » renvoie, quant à lui, aux personnes quittant leur pays pour des raisons économiques.

Lorsque nous évoquons la situation des femmes migrantes, il y a trois éléments à prendre en compte et qui sont profondément liés : la féminisation des migrations depuis quelques années, la question des violences sexuelles – et cela a été particulièrement évoqué par les participant.e.s – et enfin le rôle crucial joué par les femmes dans la participation à la vie économique et sociale dans le pays d'accueil.

La féminisation des migrations

La migration des femmes n'est pas nouvelle mais elle s'amplifie depuis quelques années. Quelques chiffres majeurs de l'ONU l'indiquent :

- En 2015, sur les 224 millions de migrants dans le monde, près de 50% sont des femmes, sur les 19,6 millions de réfugiés dans le monde, 50% sont des femmes.
- En 2015, 70% des personnes qui se déplaçaient vers l'Europe étaient des hommes. En 2016, les femmes et les enfants représentent près de 60% des réfugiés et des migrants qui tentent de gagner l'Europe.
- En janvier 2016, sur les plus de 360 personnes décédées, un tiers était des femmes et des enfants en Méditerranée.

Selon Elena de Filippo, présidente de la coopérative Dédalus, il y a peu de femmes réfugiées aujourd'hui à Naples. En revanche, la ville étant attractive, on compterait 20 000 femmes migrantes.

En dépit de ces chiffres qui montrent l'importance croissante de la place des femmes réfugiées et migrantes, les participant.e.s de l'atelier ont collectivement dénoncé la situation d'invisibilité et d'isolement de ces femmes aussi bien durant leurs parcours que dans les *hot spots* et les villes.

La question des violences sexuelles

Les femmes sont particulièrement exposées aux violences liées au genre pendant et après leurs parcours migratoires. Maria-Ludovica Bottarelli, présidente de la coordination italienne du Lobby européen des femmes, et Efthymia Ioannidou, présidente de la coordination grecque du Lobby européen des femmes, l'ont souligné au cours de cet atelier.

Le Haut Commissariat aux réfugiés, le Fonds des Nations unies pour la population, la Women's Refugee Commission ont constaté que les femmes qui voyagent seules ou avec des enfants, les femmes enceintes ou allaitantes, les adolescentes et les femmes âgées sont exposées à un risque élevé de subir toutes les formes de violence : la traite, l'exploitation sexuelle, le harcèlement et la discrimination. Il faut noter que, d'après le rapport mondial sur la traite des personnes, 70% des victimes de la traite des êtres humains sont des femmes et des filles. En Europe, entre 200 000 et 400 000 migrantes seraient victimes de violences sexuelles et seraient contraintes à la prostitution au sein de réseaux mafieux.

La détention des femmes migrantes suscite de graves préoccupations dans les *hot spots* en Grèce et en Italie, ces dernières vivant dans des conditions épouvantables. À ce titre, une déclaration sur les migrant.e.s et réfugié.e.s a été ratifiée à l'ONU, le 13 septembre 2016, et pose les fondements pour prévenir et répondre aux violences sexuelles faites aux femmes, notamment en termes de santé sexuelle et reproductive.

Le rôle crucial des femmes dans la participation à la vie économique et sociale

Les femmes jouent souvent un rôle crucial dans la réponse à une crise et dans la reconstruction de leur communauté. Mais, comme Efthymia Ioannidou, présidente de la coordination grecque du Lobby européen des femmes, l'a rappelé, les femmes migrantes font face à un chômage important.

Selon Elena di Filippo, présidente de la coopérative Dédalus, elles subissent, en effet, d'importantes discriminations, rendant difficile l'accès à l'emploi. Et si elles accèdent à un emploi, elles sont contraintes d'exercer des métiers dans des secteurs limités à la petite enfance ou la santé par exemple, même si elles ont des diplômes et des compétences qui ne sont pas reconnus dans les pays d'accueil – point relevé par Simona Esposito, volontaire du service civil à UNITI (Unione Italiana degli Immigranti in Campania).

Il y a, de plus, une division du travail qui s'effectue en fonction des nationalités des migrantes. Dans ces conditions, les femmes migrantes se tournent vers le travail informel. Se pose, en effet, la question des travailleurs domestiques, emploi principalement exercé par des femmes: elles constituent une partie importante de la main-d'œuvre internationale dans le secteur de l'emploi informel et sont confrontées à un grand nombre de violations en matière de droits de la personne et du travail.

Quelques chiffres d'ONU-Femmes le mettent en lumière:

- Près d'un travailleur domestique sur six de la planète est un migrant international.
- Sur les 67,1 millions de travailleurs domestiques, 11,5 millions sont des migrants internationaux.
- Les femmes représentent 73,4% des travailleurs domestiques migrants internationaux.

Pourtant en 2015, les migrant.e.s ont envoyé 581,6 milliards de dollars en transfert de fonds vers les pays en voie de développement, ce qui constitue à la fois un apport à la vie économique du pays d'accueil mais aussi pour les pays d'origine des migrant.e.s.

Deux autres points ont été soulevés au cours de cet atelier : la difficulté des familles monoparentales principalement dirigées par des femmes et la situation préoccupante des jeunes, isolé.e.s. et soumis.es à toutes les formes de violences au cours de leurs parcours migratoires et une fois arrivé.e.s en Europe.

Les recommandations

1. Il est absolument fondamental de conduire une politique européenne en matière de migrations. La question des migrations ne peut être laissée uniquement aux pays méditerranéens.
2. La communauté internationale doit œuvrer à la résolution des conflits, qui sont en grande partie à l'origine des migrations et à la mise en place d'un corridor humanitaire. Elle doit mener une politique active à travers l'aide publique au développement, afin d'aider à la fois

- les pays d'origine, de transit et d'accueil.
3. Créer un statut pour les femmes réfugiées et migrantes qui réaffirmerait la nécessité de respecter les droits fondamentaux et leurs accès.
 4. Attribuer un budget spécifique qui intègre la dimension du genre de manière transversale dans toutes les politiques publiques.
 5. Il est indispensable que l'Union européenne ratifie la Convention d'Istanbul visant à lutter contre les violences faites aux femmes. Cela obligerait ainsi les États membres qui ne l'ont pas encore ratifié à l'appliquer.
 6. Pour permettre aux femmes d'accéder à l'emploi – et ainsi lutter contre le chômage et le travail informel – et pour aboutir à une autonomie économique des femmes, il est nécessaire de reconnaître les diplômes et les compétences issus des pays d'origine *via* des accords bilatéraux.
 7. Il faut travailler à la diversification des emplois des femmes migrantes grâce à la mise en place de formations.
 8. Pour favoriser l'intégration des femmes réfugiées et migrantes, tous les acteurs – les institutions, les entreprises et les associations – doivent travailler de concert.
 9. Créer des programmes à destination des jeunes filles et garçons, et avoir une attention particulière pour les mineur.e.s.
 10. Promouvoir l'*empowerment* des femmes réfugiées et migrantes à travers une série de droits (apprentissage de la langue, information juridique, formation professionnelle, droit à la ville, etc.).